

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 146

21 janvier 2013

SOMMAIRE

Abersand Capital SICAV	6974	Leorado S. à r.l.	6965
Apache Finance Egypt I	6997	Leorsa Participations S.A.	6965
Atradi S.A.	7007	Leorsa S.A.	6966
bebo ProMaFin S.A.	7007	Leris S.A.	6966
Blue Crest Holding S.A.	6987	L'Européenne de Réalisations Industrielles S.A.	6973
Brixia Holding B.V.	7005	LG2 Engineering S.A.	6966
b-to-v S.à r.l.	7008	Line2Line S.A.	6964
ContourGlobal Luxembourg S.à r.l.	7008	Liskor Luxembourg S.à r.l.	6964
Decker-Wolff S.à.r.l.	6968	Lotraff S.A.	6964
Dennemeyer	6969	Luxembourg Trading Finance S.à r.l.	6965
Doosan Techno Holding Company Limited	6967	Luxembourg Trading Finance S.à r.l.	6965
Double Eye Entertainment S.A.	6968	Lux-Index US Advisory S.A. Holding	6970
Duplex S.A.	6968	Magnator S.A.	6962
DYNA + S.à r.l.	6968	Marmont International S.A.	6962
Ecolaw Luxembourg S.à r.l.	6969	Mars Propco 3 S.à r.l.	6964
Flying Start Invest S.A.	6968	Max Media Holding S.A.	6963
G&G Express S.à r.l.	6969	Max Media Holding S.A.	6970
KBK Development	6973	Max Media Holding S.A.	6970
King's Cross Asset Funding 19	6967	M.C.I. Ponte Vecchio S.à.r.l.	6963
King's Cross Asset Funding 19	6967	Michaël Schulzen et Christian Meyer S.à.r.l.	6963
King's Cross Asset Funding 19	6967	Miland Holding s.à r.l.	6963
King's Cross Asset Funding 20	6966	Milano Investments S.à r.l.	6962
King's Cross Mezz Invest	6972	Millipore International Holdings S.à r.l. ..	6962
King's Cross Mezz Invest	6972	Mira Group S.A.	6962
Kläs Bauunternehmung S.à r.l.	6972	M.T.I.I. S.à r.l.	6963
Kobalt Music Copyrights Sarl	6972	Naturhome S.A.	6969
KOTA Investments S.à r.l.	6964	Red Water CSC S.A.	6971
Kuwait Petroleum (Luxembourg) S.A.	6973	SBD Niscayah S.à r.l.	6971
Lab Document Vault PSF S.A.	6972	SBIL International S.A.	6971
Labsolution S.à r.l.	6965	Transventure S.A.	6971
La Cantina Del Gusto SA	6973	United Parcel Service Luxembourg S.à r.l.	6970
La Grande Blanche S.à r.l.	6966		
L.E.E. S.à r.l.	6973		

Magnator S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 67.534.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17.12.12.

Référence de publication: 2012165182/10.

(120217418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Millipore International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 126.163.700,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 148.420.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch-sur-Alzette, le 18 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165176/11.

(120218203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Milano Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.
R.C.S. Luxembourg B 117.787.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

ACA - Atelier Comptable & Administratif S.A.

Signature

Référence de publication: 2012165174/12.

(120217586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Mira Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3850 Schifflange, 72-80, avenue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 95.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165205/10.

(120217800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Marmont International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 10.797.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MARMONT INTERNATIONAL S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2012165186/11.

(120217557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Miland Holding s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 101.980.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2012165173/10.

(120218191) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Michaël Schulzen et Christian Meyer S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 67, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 102.311.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 08 Mars 2012.

Fiduciaire SMGR Steuerberatungs-und Treuhandgesellschaft P.G.m.b.H.

Signature

Référence de publication: 2012165172/12.

(120218147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

M.T.I.I. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 81.999.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165161/10.

(120217936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Max Media Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 82.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Stijn Curfs

Mandataire

Référence de publication: 2012165168/12.

(120218491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

M.C.I. Ponte Vecchio S.à.r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2221 Luxembourg, 271, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 155.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2012165160/10.

(120217969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Mars Propco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 122.294.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2010 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2010 abgelaufene Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 18.12.2012.

*Für Mars Propco 3 S.à r.l.**Ein Bevollmächtigter*

Référence de publication: 2012165167/13.

(120218534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Liskor Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 130.121.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012165138/10.

(120218578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Line2Line S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9970 Leithum, 2, Driicht.

R.C.S. Luxembourg B 96.415.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165135/10.

(120218356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Lotraff S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3440 Dudelange, 46, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 79.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165141/10.

(120217738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

KOTA Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 158.252.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour KOTA Investments S.à r.l.**Intertrust (Luxembourg) S.A.*

Référence de publication: 2012165091/11.

(120217984) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Luxembourg Trading Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.591.

Les comptes annuels au 30/09/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/12/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012165114/12.

(120217598) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Luxembourg Trading Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 130.591.

Les comptes annuels au 30/09/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/12/2012.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2012165116/12.

(120217600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Labsolution S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 2, Beelerstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 154.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165121/10.

(120218553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Leorado S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 104.198.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165128/10.

(120218645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Leorsa Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5423 Ersange, 7, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 118.560.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165129/10.

(120217799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Leorsa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5423 Ersange, 7, route de Remich.

R.C.S. Luxembourg B 111.705.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012165130/10.

(120217787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Leris S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 106.875.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012165131/10.

(120218593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

La Grande Blanche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 107.737.

Extrait des résolutions prises lors du conseil de gérance du 21 septembre 2012

Est nommé président du conseil de gérance, la durée de son mandat sera fonction de celle de son mandat de gérant et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles:

- Monsieur Patrick de FROIDMONT, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012165120/13.

(120217875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

LG2 Engineering S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 30, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 93.094.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165133/10.

(120218354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 20, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012165078/11.

(120217642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 19, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012165075/11.

(120217645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 19, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012165073/11.

(120217643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 19, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.345.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012165074/11.

(120217644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

King's Cross Asset Funding 20, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012165077/11.

(120217641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Doosan Techno Holding Company Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.001,00.

Siège de direction effectif: L-1631 Luxembourg, 21, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 150.251.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 décembre 2012.

Référence de publication: 2012164842/10.

(120217658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Signature.

Decker-Wolff S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6460 Echternach, 5-6, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 93.568.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012164844/11.

(120217763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Duplex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 76.546.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012164864/10.

(120218177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Double Eye Entertainment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 151.939.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012164862/11.

(120217764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

DYNA + S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

R.C.S. Luxembourg B 103.707.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012164871/10.

(120218422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Flying Start Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 94.365.

Le bilan de la société au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2012164935/12.

(120217547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Dennemeyer, Société Anonyme.

Siège social: L-1274 Howald, 55, rue des Bruyères.

R.C.S. Luxembourg B 15.248.

Die Société de Révision et d'Expertises S.à.r.l., 53 route d'Arlon, L-8211 Mamer, (RCS Luxembourg B86145), wird als Rechnungsprüfer ("Réviseur d'entreprises agréée") für den Zeitraum 01/01/2008 bis zur Gesellschafterversammlung, die im Jahr 2013 stattfinden wird, mandatiert.

Luxembourg, den 12.12.2012.

DR. REINHOLD NOWAK

DIRECTOR

Référence de publication: 2012164836/13.

(120218597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Ecolaw Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 115.765.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Paul Tulcinsky

Le Gérant

Référence de publication: 2012164873/11.

(120218500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

G&G Express S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 118.124.

Hiermit kündigen wir unser Mandat als Geschäftsführer der G&G EXPRESS S.à.r.l. (R.C. B118 124 Luxembourg) mit sofortiger Wirkung.

Luxembourg, den 14.12.2012.

MMS Mercury Management Services S.A.

Götz Schöbel

Référence de publication: 2012164943/12.

(120217444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Naturhome S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9911 Troisvierges, 2, Z.I. In den Allern.

R.C.S. Luxembourg B 97.728.

*Extrait de l'assemblée générale ordinaire du 31.05.2012**Cinquième résolution*

Le mandat de commissaire aux comptes de Monsieur Jean-Marie Gustin expirant à l'issue de cette assemblée, et celui-ci ne voulant pas renouveler son mandat, il est décidé à l'unanimité de nommer ATRIO S.à.r.l., 2 Avenue Charles de Gaulle à 1653 Luxembourg (RCS Luxembourg B 51.442) à cette fonction pour une durée de trois ans, celui-ci expirera à l'issue de l'AGO qui se tiendra en 2015.

Sixième résolution

Le mandat des administrateurs expirant à l'issue de cette assemblée, il est décidé à l'unanimité de reconduire les mandats d'administrateur délégué de Monsieur Pierre Solheid, et d'administrateurs de Mme Manuella Sarlette, de la SPM Soparfi S.A., de Naturhome Belgique S.A. et Mr Pierre Solheid pour une période de six ans, ceux-ci expireront à l'issue de l'AGO qui se tiendra en 2018.

Référence de publication: 2012165224/18.

(120217801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Max Media Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 82.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.
Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012165169/12.

(120218532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Max Media Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 82.929.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2012.
Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2012165170/12.

(120218567) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Lux-Index US Advisory S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 75.344.

I. Démission d'un administrateur

Monsieur John DHUR a démissionné de sa fonction d'administrateur de LUX-INDEX US ADVISORY S.A. HOLDING
avec effet au 1^{er} décembre 2012.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.
Certifié sincère et conforme
BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Référence de publication: 2012165151/13.

(120218312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

United Parcel Service Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 1, rue de l'Etang.
R.C.S. Luxembourg B 142.042.

Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société prises le 14 décembre 2012

L'associé unique de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Harld Johan PETERS de son poste de gérant de la société avec effet au 14 décembre 2012;
- De nommer Monsieur Henk KAMMERAAT, né le 19 octobre 1961 à Amsterdam, les Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle à Deccaweg 16, 1042 NL Amsterdam, les Pays-Bas, comme gérant de la Société en remplacement de Monsieur Harld Johan PETERS, avec effet au 14 décembre 2012 et ce pour une durée indéterminée.

Vanessa Lorreyte
Le Mandataire

Référence de publication: 2012165475/17.

(120218142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

SBD Niscayah S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 130.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 168.622.

Il résulte d'un contrat signé en date du 14 décembre 2012 que Black & Decker Luxembourg S. à r.l., associé unique de la Société, a transféré à SBD European Security Holdings S. à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B149536, la totalité des 130 000 parts sociales détenues dans la Société.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

SBD Niscayah S.à r.l.

Signatures

Un Mandataire

Référence de publication: 2012165394/15.

(120218403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

SBIL International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 93.614.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SBIL INTERNATIONAL S.A.

DE BERNARDI Alexis / REGGIORI Robert

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2012165395/12.

(120218233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Transventure S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 142-144, rue Albert Uden.

R.C.S. Luxembourg B 49.519.

Les comptes annuels au 30.06.2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14.12.2012.

V. IAMPOLSKI

Administrateur

Référence de publication: 2012165470/12.

(120217502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Red Water CSC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 139.731.

Extrait du Procès Verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue à Foetz le 03 décembre 2012

Il résulte des résolutions prises le 03 décembre 2012, lors de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires de la société RED WATER CSC S.A. inscrite au RC sous le numéro B139.731

- La révocation de Mr Stephane HENRY de son poste d'administrateur

- La nomination au poste d'administrateur de Madame Nathalie Jeanine HINCOURT, née le 24/03/1973 à Rocourt (Belgique), demeurant 101 rue de la Heid, B.4920 AYWAILLE jusqu'à l'Assemblée Générale qui se déroulera en 2014

Pour extrait conforme,

Le 03 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165335/15.

(120218495) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Klās Bauunternehmung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6450 Echternach, 11, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 142.386.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2012166014/10.

(120219373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Mezz Invest, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 129.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012166012/11.

(120219356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

King's Cross Mezz Invest, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 129.080.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2012166013/11.

(120219358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Kobalt Music Copyrights Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 162.701.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Kobalt Music Copyrights SARL

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2012166015/11.

(120218849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Lab Document Vault PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5366 Munsbach, 9, rue Henri Tudor.
R.C.S. Luxembourg B 101.145.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 3/12/2012.

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2012166031/11.

(120220038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

E.R.I. S.A., L'Européenne de Réalisations Industrielles S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 5, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 62.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 12 décembre 2012.

Référence de publication: 2012166029/10.

(120218778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

La Cantina Del Gusto SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3212 Bettembourg, 3, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 132.186.

Les comptes annuels au 30 juin 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2012166030/10.

(120218762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Kuwait Petroleum (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 3.340.000,00.

Siège social: L-8069 Bertrange, 12, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 49.456.

Le bilan au 31 mars 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
Bertrange, le 10 décembre 2012.

Référence de publication: 2012166026/11.

(120218658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

L.E.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6131 Junglinster, 33, ZAC Langwies - rue Hiehl.

R.C.S. Luxembourg B 75.534.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2012166028/11.

(120219602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

KBK Development, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 150.680.

EXTRAIT

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Les membres du conseil de gérance

Référence de publication: 2012166017/12.

(120219351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Abersand Capital SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 173.573.

STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twelfth day of December.

Before Us Maître Joseph Elvinger, Civil Law Notary residing in Luxembourg.

There appeared:

ADEPA ASSET MANAGEMENT S.A., a "société anonyme" established under the laws of Luxembourg, with registered office at 6A rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg,

duly represented by Mr. Oscar Casas, lawyer, with professional address at 6A rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, as represented, has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a "société d'investissement à capital variable" which it declares to incorporate:

Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable) under the name of "ABERSAND CAPITAL SICAV" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the board of directors.

The registered office may be transferred within the town of Munsbach by a decision of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company as its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities and/or in other permitted assets eligible for an undertaking for collective investment under Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as it may be amended from time to time (hereinafter the "Law of 2010"), with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its asset.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under Part I of the Law of 2010.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital - Classes/Categories of Shares. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000) or the equivalent. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law. The initial capital is thirty one thousand Euro (EUR 31,000) represented by three hundred and ten (310) fully paid up shares without nominal value.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the board of directors shall determine, be of different classes or categories of shares. The proceeds of the issue of each class or category of shares shall be invested in transferable securities and/or other permitted assets pursuant to the investment policy determined by the board of directors for the Sub-Fund (as defined hereinafter) established in respect of the relevant class/category or classes/categories of shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the board of directors.

The board of directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (individually a "Sub-Fund", collectively the "Sub-Funds") within the meaning of Article 181 of the Law of 2010 corresponding to one or several classes and/or categories of shares in the manner described in Article 11 of hereof. The Company constitutes one single legal entity.

However, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund. In addition, each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

The consolidated accounts of the Company, all Sub-Funds combined, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the Company, i.e. the Euro ("EUR").

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each class/category of shares shall, if not expressed in EUR, be converted into EUR and the capital shall be the total of the net assets of all the classes/categories of shares. When the context so requires references in these Articles to Sub-Funds shall mean references to class(es)/category(ies) of shares and vice-versa.

Art. 6. Form of Shares.

(1) The board of directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form. This decision will be reflected in the sales documents for the shares of the Company.

All issued registered shares of the Company shall be registered into the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company and the number and class/category of registered shares held by him. The inscription of the shareholder's name into the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

If bearer shares are issued, they will be issued on a dematerialised basis and deposited in a securities account maintained in the name of the holder of such shares with a recognized account holder or a provider of settlement services (hereinafter the "dematerialised shares"). Share certificates may alternatively be issued for bearer shares at the expense of their holder.

If dematerialised shares are issued, registered shares may be converted into dematerialised shares and dematerialised shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into dematerialised shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, and by an entry in a securities account maintained in the name of the holder of such shares or by the issue of bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of dematerialised shares into registered shares will be effected by cancellation of the dematerialised shares position in the securities account maintained in the name of holder of such shares or by cancellation of the bearer share certificates, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made into the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the board of directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

(2) If dematerialised shares are issued, transfer of dematerialised shares shall be effect by booking the appropriate movements on the securities accounts maintained in the name of the successive holders of such shares. If bearer share certificates are issued, transfer shall be effected upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the transferee. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the board of directors.

(3) Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

(4) If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in replacement of which the new one has been seen issued shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

(5) The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s).

(6) The Company may decide to issue fractional shares up to three decimals. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the distributions and/or net assets attributable to the relevant class/category of shares on a pro rata basis.

Art. 7. Issue of Shares. The board of directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The board of directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any class/category of shares or Sub-Fund. The board of directors may further impose minimum amounts of subscriptions as provided for in the sales documents for the shares of the Company, as the case may be.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof as of such Valuation Day (as defined in Article 12 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by the applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day.

The board of directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of transferable securities and/or other permitted assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report and provided that such assets comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund as described in the sales documents for the shares of the Company. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Subscription requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the board of directors in the sales documents for the shares of the Company and within the limits provided by law and these Articles.

The redemption price per share shall be paid within a maximum period as provided for in the sales documents for the shares of the Company and which shall not exceed seven Luxembourg bank business days after the relevant Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company.

If as a result of any request of redemption, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

Further, if on any given Valuation Day redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 9 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the net asset value of a specific class/category of shares or Sub-Fund, the board of directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption or conversion of his shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the board of directors considers to be in the best interests of the Company.

Under special circumstances including, but not limited to, default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from banks or other entities, the Company may, in turn, delay all or part of the payment to shareholders requesting redemption of shares in the Sub-Fund concerned. The right to obtain redemption is contingent upon the Sub-fund having sufficient liquid assets to honour redemptions.

The redemption price shall be based on the net asset value per share of the relevant class/category of shares within the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided for in the sales documents for the shares of the Company. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest cent of the relevant currency as the board of directors shall determine.

The Company may agree to deliver transferable securities and/or other permitted asset against a request for redemption in kind, provided that the relevant shareholder formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg law have been respected, and in particular the obligation for the independent auditor of the Company to deliver a valuation report. The value of such assets shall be determined according to the principles applied for the calcu-

lation of the net asset value per share. The board of directors must make sure that the redemption of such assets shall not be detrimental to the other shareholders. Any costs incurred in connection with a delivery in kind of assets shall be borne by the relevant shareholders.

Further, redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 24 hereof.

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof. All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Any shareholder may request the conversion of all or part of his shares of one class/category of shares into shares of another class/category of shares, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund.

The price for the conversion of shares from one class/category of shares into another class/category of shares shall be computed by reference to the respective net asset value of the two classes/categories of shares, calculated as of the Valuation Day following receipt of the documents as expected in case of redemptions.

The board of directors may set restrictions as to the frequency, terms and conditions of conversions and subject them to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value of the shares held by any shareholder in any class/category of shares or in any Sub-Fund would fall below the minimum amount determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class/category of shares or Sub-Fund.

The shares which have been converted into shares of another class/category of shares shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 12 hereof

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws and other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including but without limitation tax laws).

Specifically, but without limitation, the Company may restrict the ownership of shares in the Company by any U.S. person, as defined in this Article, and for such purposes the Company may:

A.- decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

B.- at any time require any person whose name is entered into, or any person seeking to register the transfer of shares into the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a U.S. person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a U.S. person; and

C.- decline to accept the vote of any U.S. person at any meeting of shareholders of the Company; and

D.- where it appears to the Company that any U.S. person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice and, (i) in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders and the registered share certificate(s) representing such share(s), if any, will be cancelled, (ii) in the case of bearer shares, the shares certificate(s) representing such shares shall be cancelled, and (iii) in the case of dematerialised shares, his position in the relevant securities account shall be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount equal to the net asset value per share of the relevant class/category of shares as at the Valuation Day specified by the board of directors for the redemption of shares in the Company immediately preceding the date of the purchase notice or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares normally in the currency fixed by the board of directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class/category of shares and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as

specified in the purchase notice) upon final determination of the purchase price following surrender of the share certificate or certificates specified in such notice. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any funds receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares. The board of directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S." means a citizen or resident of, or a company or partnership organized under the laws of or existing in any state, commonwealth, territory or possession of the United States of America, or an estate or trust other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America is not includible in gross income for purpose of computing States income tax payable by it.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The net asset value per share of each class/category of shares in respect of each Sub-Fund or of each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares of the Company) of the relevant class/category of shares or Sub-Fund and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each class/category of shares in the Sub-Fund or to each Sub-Fund (being the value of the portion of asset less the portion of liabilities attributable to such class/category of shares or to such Sub-Fund on any such Valuation Day), as determined in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles and with the valuation rules set forth below, by the total number of shares in the relevant class/category of shares in a Sub-Fund or in the relevant Sub-Fund then outstanding. The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the board of directors shall determine.

If, since the time of determination of the net asset value per share on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant class/category of shares in respect of a Sub-Fund or to the relevant Sub-Fund are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion requests shall be treated on the basis of this second valuation.

The valuation of the net asset value of the different classes/categories of shares in respect of any Sub-Fund shall be made in the following manner:

I. The assets of the Company shall include:

- (1) All cash on hand or instructed to be placed on deposit, including any interest accrued or to be accrued thereon;
- (2) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- (3) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- (4) All permitted units or shares of other undertakings for collective investment;
- (5) All stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company,
- (6) All interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (7) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- (8) All other permitted assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

- (a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes payable and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.
- (b) The value of any security or other asset which is quoted or dealt in on a stock exchange will be based on its last available price in Luxembourg on the stock exchange which is normally the principal market for such security.

(c) The value of any security or other asset dealt in on any regulated market that operates regularly, is recognized and is open to the public (a "Regulated Market") will be based on its last available price in Luxembourg.

(d) In the event that any assets are not listed nor dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph (b) or (c) is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

(e) Units or shares of undertakings for collective investment will be valued at their last determined and available net asset value or, if such price is not, in the opinion of the board of directors, representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the board of directors on a fair and equitable basis.

(f) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on stock exchanges nor on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the board of directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on stock exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the board of directors may deem fair and reasonable. Swaps will be valued at their market value.

(g) The value of money market instruments not traded on any stock exchanges nor on other Regulated Markets and with a remaining maturity of less than 12 months and of more than 90 days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates market value.

(h) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve.

(i) All other securities and other assets will be valued at fair market value determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a class/category of shares or Sub-Fund will be converted into the reference currency of such class/category of shares or Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the board of directors.

The board of directors, in its discretion but in accordance with the applicable generally accepted Luxembourg accounting principles, may permit some other methods of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The liabilities of the Company shall include:

- (1) All loans, bills and accounts payable;
- (2) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- (3) All accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees [including advisory and performance fees], custodian fees, and central administration fees);
- (4) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- (5) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the company, and other reserves (if any) authorized and approved by the board of directors, as well as such amount (if any) as the board of directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

(6) All other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall include but not be limited to formation expenses, fees payable to the relevant supervisory authorities, fees payable to its management company, investment managers and advisers, including performances fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration (if any) of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any expenses incurred in connection with obtaining legal, tax and accounting advice and the advice of other experts and consultants, any expenses incurred in connection with legal proceedings involving the Company, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the costs of preparing, printing, translating, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration state-

ments, share certificates, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, expenses in relation of the marketing, promotion and development of the Company i.e. "marketing costs", setting up costs, all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank and brokerage charges, postage and telephone charges and winding-up costs. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated ratable for yearly or others periods.

III. The assets shall be allocated as follows:

The board of directors shall establish a Sub-Fund in respect of each class/category of shares and may establish a Sub-Fund in respect of two or more classes/categories of shares in the following manner:

(a) If two or more classes/categories of shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes/categories of shares shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned. Within a Sub-Fund, classes/categories of shares may be defined from time to time by the board of directors so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management, hedging or advisory fee structure, and/or (iv) a specific distribution fee structure, and/or (v) specific types of investors entitled to subscribe the relevant classes/categories of shares, and/or (vi) a specific currency, and/or (vii) such offer features as may be determined by the board of directors from time to time in compliance with the applicable law;

(b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class/category of shares shall be applied in the books of the Company to the relevant class/category of shares in such Sub-Fund, and the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such class/category of shares to be issued, and the assets and liabilities, income and expenditure attributable to such class/category of shares or classes/categories of shares shall be applied to the corresponding class/category of shares or classes/categories of shares subject to the provisions of this Article;

(c) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied in the books of the Company to the same class(es)/category(ies) of shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant class(es)/category(ies) of shares;

(d) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;

(e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular class/category of shares, such asset or liability shall be allocated to all the classes/categories of shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the board of directors acting in good faith. Each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund.

(f) Upon the payment of distributions to the holders of any class/category of shares, the net asset value of such class/category of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with applicable generally accepted Luxembourg accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the board of directors or by any bank, company or other organization which the board of directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

(1) Shares of the Company to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the board of directors on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;

(3) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference of the relevant class/category of shares or Sub-Fund shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and

(4) Where on any Valuation Day the Company has contracted:

- Purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- Sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

Provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue, Redemption and Conversion of Shares. With respect to each class/category of shares in respect of a Sub-Fund, the net asset value per share and the subscription, redemption and conversion price of shares shall be calculated from time to time by the

Company or any agent appointed thereto by the Company, at least twice a month at a frequency determined by the board of directors (as defined in the sales documents for the shares of the Company), such date or time of calculation being referred to herein as the "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share of any particular Sub-Fund at the issue, conversion and redemption of the relevant shares:

(a) During any period when any of the principal stock exchange or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to the relevant Sub-Fund from time to time are quoted or dealt in, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended; or

(b) During the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the board of directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to the relevant Sub-Fund would be impracticable; or

(c) During any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the board of directors, be effected at normal rates of exchange; or

(e) When for any other reason beyond the control and responsibility of the board of directors the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(f) Upon the notification or publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company; or

(g) During any period when the market of a currency in which a substantial portion of the asset of the Sub-Fund is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted; or

(h) During any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Sub-Fund in a normal and reasonable manner; or

(i) During any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of undertakings for collective investment in which the Sub-Fund is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value in the Sub-Fund.

Any such suspension shall be notified by the Company to all the shareholders, if appropriate, and may be notified to shareholders having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the net asset value has been suspended.

Such suspension as to any Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund not affected by the same circumstances.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of a suspension of the calculation of the net asset value in the relevant Sub-Fund, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members, who need not be shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years. They may be re-elected. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of the director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 14. Board Meetings. The board of directors may choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders. The board of directors shall meet upon call by the chairman, if any, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meeting of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members may decide that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The board of directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the board of directors. The officers need not be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a previous resolution adopted by the board of directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the board of directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the board of directors.

The directors may not bind the Company by their individual signature, except if specifically authorized thereto by a resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a simple majority of the directors is present or represented.

Resolutions of the board of directors will be recorded in minutes signed by the person who will chair the meeting. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors or by the secretary or any other authorized person.

Resolutions are taken by a simple majority vote of the directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote. Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by these Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the joint or single signature of any person(s) to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 17. Delegation of Power. The board of directors will delegate its duties of investment management, administration and marketing of the Company to a management company governed by the provisions of chapter 15 of the Law of 2010 (hereinafter the "Management Company").

The Management Company may delegate to third parties for the purpose of a more efficient conduct of its business the power to carry out on its behalf and under its responsibility one or more of its functions as hereabove mentioned.

The board of directors may also confer special powers of attorney by notarial deed or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The board of directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine the investment policies and strategies to be applied in respect of each Sub-Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the board of directors in compliance with applicable laws and regulations and disclosed in the sales documents for the shares of the Company.

The investment of each Sub-Fund shall consist solely of:

- (a) Transferable securities and money market instruments listed or dealt in on a regulated market.
- (b) Transferable securities and money market instruments dealt in on another market in a Member State of the European Union.
- (c) Transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market in any State of Europe which is not a Member State of the European Union, and any State of America, Africa, Asia, Australia and Oceania.

(d) Recently issued transferable securities and money market instruments, provided that (i) the terms and conditions of the issue include an undertaking that application will be made for admission to official listing on a stock exchange or on another regulated market, and (ii) such admission is secured within one year of the issue at the latest.

(e) Money market instruments other than those dealt in on a regulated market.

(f) Units of eligible undertakings for collective investment provided that no more than 10% of the assets of such undertakings for collective investment whose acquisition is contemplated, can, according to their constitutional documents, in aggregate be invested in units of other undertakings for collective investment.

(g) Deposits with credit institutions which are repayable on demand or have the right to be withdrawn, and maturing in no more than 12 months, provided that the credit institution has its registered office in a Member State of the European Union or, if the registered office of the credit institution is situated in a non-member State of the European Union, provided that it is subject to prudential rules considered by the Luxembourg supervisory authority as equivalent to those laid down by community law.

(h) Financial derivative instruments, including equivalent cash-settled instruments, dealt in on a regulated market, and/or financial derivative instruments dealt in over-the-counter, meeting the conditions set forth by Article 41 of the Law 2010.

A Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold shares issued or to be issued by one or more Sub-Funds of the Company under the conditions however that:

- The target Sub-Fund does not, in turn, invest in the Sub-Fund invested in this target Sub-Fund; and
- No more than 10% of the net assets of the target Sub-Funds may be invested in units of other undertakings for collective investment; and
- Voting rights attached to the relevant shares are suspended for as long as they are held by the relevant Sub-Fund; and
- In any event, for as long as these shares are held by the Company, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum capital imposed by the law of 2010, and
- There is no duplication of management/subscription or redemption fees between those at the level of the Sub-Fund having invested in the target SubFund, and this target Sub-Fund.

The Company is authorised (i) to employ techniques and instruments relating to transferable securities provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management and (ii) to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks in the context of the management of its assets and liabilities.

Art. 19. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that anyone or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a directors, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the board of directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term "opposite interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the management company, the investment manager, the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent or such other person, any direct or indirect subsidiary thereof or such other company or entity as may from time to time be determined by the board of directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any directors or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by a reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall no exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 21. Independent Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The independent auditor shall satisfy the requirements of the Law of 2010 as to honourableness and professional experience and shall fulfill all duties prescribed by the Law of 2010.

Title IV. General meetings - Accounting year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the class/category of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify act relating to the operations of the Company. The quorum and delay required by law shall govern the notice for and conduct of shareholders meetings, unless otherwise provided herein.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the board of directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Munsbach at a place specified in the notice of meeting, on the 20th of June at 11:00 a.m.

If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the board of directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address into the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders need not be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the board of directors except in the instance where the meeting is called on the written demand of the shareholders in which instance the board of directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer and/or dematerialised shares are issued, the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the board of directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer and dematerialised shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to provide a certificate issued by the institution with which their securities account is maintained or their share certificate (s) are deposited at least five business days prior to the date of the meeting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. In accordance with the conditions laid down in the Luxembourg laws and regulations, the convening notice to any general meeting of shareholders of the Company may provide that the quorum and the majority requirements applicable to the general meeting shall be determined according to the shares issued and outstanding at a certain date and a certain time prior to the date set for the general meeting (hereinafter the "Record Date"). The right of a shareholder to attend a meeting and to exercise the voting rights attaching to its shares is determined in accordance with the shares held by this shareholder at the Record Date.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class/category of shares is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs to be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by a law or herein, resolutions of the general meeting of shareholders of the Company are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting.

Art. 23. General Meetings of Shareholders of a Class/Category or of Classes/Categories of Shares. The shareholders of the class/category or of the classes/categories of shares issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any class/category of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class/category of shares.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10 and 11 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a proxy in writing, by telegram, telex or telefax to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of shareholder of a Sub-Fund or of a class/category of shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented and voting.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class/category of shares vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class/category or classes/categories

of shares, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class/category or classes/categories of shares in compliance with Article 68 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the "Law of 1915").

Art. 24. Liquidation, Merger and Split of Sub-Funds, Classes or Categories of Shares. In the event that for any reason the value of the net assets in any class/category of shares in a Sub-Fund or in any Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the board of directors to be the minimum level for such class/category of shares or for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation relating to the class/category of shares or the Sub-Fund concerned would have material adverse consequences on the investments of that class/category of shares or that Sub-Fund or in order to proceed to an economic rationalization, the board of directors may decide to liquidate such Sub-Fund or such class/category of shares in a Sub-Fund by carrying out a compulsory redemption of all the shares of the relevant class/category or classes/categories of shares issued in such Sub-Fund or of the relevant Sub-Fund at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments, realization expenses and the costs of liquidation) applicable on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall publish and notify the holders of the relevant class/category or classes/categories of shares of the relevant Sub-Fund prior to the effective date for the compulsory redemption. The notice shall indicate the reasons for, and the procedure of the redemption operations. Owners of registered shares shall be notified in writing and the Company shall inform holders of bearer and dematerialised shares by publication of a notice in newspapers to be determined by the board of directors. Unless the board of directors decides otherwise in the interest of, or to ensure an equitable treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the class/category concerned may continue to request redemption or conversion of their shares, free of charge (but taking into account an estimation of the costs of liquidation), prior to the effective date for the compulsory redemption.

The Company shall reimburse each shareholder proportionally to the number of shares that he or she owns in the Sub-Fund or in the class/category of shares of that Sub-Fund.

Liquidation proceeds which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the compulsory redemption will be deposited with the Custodian for a period of nine months as from the date of the compulsory redemption; after such period, the assets shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares shall be cancelled.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Sub-Fund or class/category of shares of a Sub-fund within the Company (the "new Sub-Fund" or the "new class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as described in the first paragraph of this Article. The notice shall besides indicate the information relating to that new Sub-Fund or new class/category. The relevant notice shall be published and notified at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may decide to close a Sub-Fund or a class/category of shares by merging it with another Luxembourg undertaking for collective investment organized under the provisions of Part I of the Law of 2010 or with another sub-fund or class/category of shares of such other Luxembourg undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund" or the "new class/category"). Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information in relation to that new Sub-Fund or new class/category. The relevant notice shall be published and notified at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

In the case of a merger with another Luxembourg undertaking for collective investment established in the form of a contractual type ("fonds commun de placement") or with a foreign based undertaking for collective investment, the decision shall be binding only on those shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this Article, the board of directors may reorganise a Sub-Fund or a class/category of shares by splitting it into two or more new Sub-Funds or classes/categories of shares. Such decision shall be published and notified in the same manner as that described in the first paragraph of this Article. In addition, the notice shall contain information relating to that split. The relevant notice shall be published and notified at least one month before the date on which the split becomes effective in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall commence on the first of January and shall terminate on the thirty first of December of each year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the Company shall upon, proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the board of directors to declare distributions.

For any class/category of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine from time to time.

The board of directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Sub-Fund relating to the relevant class/category or classes/categories of shares.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiaries.

Title V. Final provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended (hereinafter the "custodian").

The custodian shall fulfill the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the custodian desires to retire, the board of directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the effectiveness of such retirement. The board of directors may terminate the appointment of the custodian, but shall not remove the custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to a general meeting of shareholders by the board of directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by the simple majority of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to a general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital indicated in Article 5 hereof; in such event, the general meeting shall be held without any quorum requirement and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days as from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class/category of shares in a Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of shares of the relevant class/category of shares in proportion of their holding of shares in such class/category of shares. Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the Luxembourg law.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the Law of 1915.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnership, associations, and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 1915 and the Law of 2010, as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

The first accounting year will begin on the date of constitution of the Company and will end on 31 December 2013.

The first annual meeting will be held in 2014.

Subscription and Payment

The appearing party, as represented, declares to subscribe for all the three hundred and ten (310) shares and to have them fully paid up by contribution in cash so that the amount of thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) is now at the disposal of the company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary as stated by the latter.

Declaration

The undersigned notary declares that the conditions enumerated in article 26 of the 1915 Law on commercial companies are fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately three thousand Euros.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, as represented, representing the totality of Shares and considering himself as duly convened, has immediately taken the following resolutions:

1. The following are elected as directors for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholder(s) to be held in 2017:

- Mr. Carlos Alberto Morales Lopez, born in Barcelona, Spain, on the 12 March 1979, with professional address at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,

- Mr. Alessandro D'Ercole, born in Galatina, Italy, on the 14 May 1979, with professional address at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,

- Mr. Oscar Casas, born in Barcelona, Spain, on the 2 February 1978, with professional address at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach,

- Mr. Alejandro Bardaji, born in Caldes de Montbui, Barcelona, Spain, on the 17 December 1980, with professional address at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

2. The registered office of the Company is established at 6A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

3. The shareholder resolved to appoint the following as auditor of the Company: for a period ending on the date of the annual general meeting of shareholder(s) to be held in 2014: BDO Audit, S.A., with registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by name, surname, status and residence, the person appearing signed together with the notary the present original deed.

Signe: O. CASAS, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 13 décembre 2012. Relation: LAC/2012/59579. Reçu Soixante-Quinze Euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165587/776.

(120219691) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Blue Crest Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 166.218.

In the year two thousand and twelve, on the thirteenth of December.

Before Us Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Blue Crest Holding S.A., a public limited liability company ("société anonyme"), having its registered office in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 166.218 (NIN 2011 2229 303),

incorporated by deed of the undersigned notary on the 29th December 2011, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 507 of February 27, 2012, and which articles of incorporation have been amended by deed of the notary Francis KESSELER, residing in Esch-sur-Alzette, on the 8th of May 2012, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 1686 of July 4, 2012.

The meeting is chaired by Ms. Catherine PEUTEMAN, private employee, residing professionally in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

The Chairman appoints as secretary Ms. Sibylle KOPP, private employee, residing professionally in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

The meeting elects as scrutineer Mr. Patrice YANDE, private employee, residing professionally in L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

The chairman declared and requested the notary to acknowledge that:

I. The shareholders are represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with these minutes.

II. As appears from the said attendance list, all the shares issued representing together the entire share capital of the Company, presently fixed at thirty million nine hundred seventy thousand one hundred and twenty Euro (EUR 30,970,120.-) are represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all items of its agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

1.- a) Decision to increase the share capital of the Company by the amount of FOUR HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 400,000.-) in order to raise it from its present amount of THIRTY MILLION NINE HUNDRED SEVENTY THOUSAND ONE HUNDRED TWENTY EURO (EUR 30,970,120.-) to the amount of THIRTY-ONE MILLION THREE HUNDRED SEVENTY THOUSAND ONE HUNDRED TWENTY EURO (EUR 31,370,120.-) by the creation and issue of forty thousand (40,000) class E Shares with a nominal value of TEN EURO (EUR 10.-) each.

b) Subscription to the forty thousand (40,000) class E Shares with a nominal value of TEN EURO (EUR 10.-) each by the sole shareholder.

2.- Decision to amend paragraphs 6.1. and 6.3.2. of the articles of association of the Company to give them the following reading:

" **6.1. Capital.** The Company's corporate capital is fixed at THIRTY-ONE MILLION THREE HUNDRED SEVENTY THOUSAND ONE HUNDRED TWENTY EURO (EUR 31,370,120.-) represented by three million one hundred thirty-seven thousand and twelve (3,137,012) Shares divided into:

- a) Nine hundred forty one thousand one hundred thirty seven (941,137) Class A Shares;
 - b) Nine hundred thirty seven thousand nine hundred thirty seven (937,937) Class B Shares;
 - c) Nine hundred thirty seven thousand nine hundred thirty seven (937,937) Class C Shares;
 - d) Two hundred eighty thousand and one (280,001) Class D Shares;
 - e) Forty thousand (40,000) Class E Shares,
- with a nominal value of ten Euros (EUR 10.00) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.3.2. Furthermore, the Company shall be entitled, subject to the prior approval of the single Shareholder or of all the Shareholders to be casted at a General Shareholders' Meeting, to repurchase the entire Last Class of Shares at any time by serving notice to the holders of the Last Class of Shares specifying the number of relevant Shares to be repurchased and the date on which the repurchase is to take place (the "Repurchase Date"). In the case of any repurchase and cancellation of a whole Class of Shares, such repurchase and cancellation of Shares shall be made in the following order:

- (i) Class E Shares
- (ii) Class D Shares
- (iii) Class C Shares;
- (iv) Class B Shares;
- (v) Class A Shares. "

3.- Decision to amend article 2 of the articles of association of the Company to give it the following reading:

Art. 2. Definitions. In addition to the other terms defined in other clauses of these articles of association, the following words and terms shall have the following meanings if and when written with capital letters:

"Articles" means these articles of association in their present form and as amended from time to time;

"Agreed Provision" means the amount to be allocated to a provision account as determined by the Board of Directors, acting reasonably, in order to ensure (i) the successful running of the business of the Company and, (ii) that sufficient funds are maintained according to the cycle of fund raising and consequent level of forecastable income and expenses of the Company;

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the subscribed Share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) the Agreed Provision, and (iii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg laws or of the Articles, each time as set out in the relevant interim financial statements so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + AP + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the subscribed Share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

AP = Agreed Provision

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg laws or of the Articles.

"Board of Directors" has the meaning as set forth in Article 9.1 of these Articles;

"Cancellation Value Per Share" means the value calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such class of Shares;

"Class A Shares" means the Shares of class A and "Class A Share" means any of them;

"Class B Shares" means the Shares of class B and "Class B Share" means any of them;

"Class C Shares" means the Shares of class C and "Class C Share" means any of them;

"Class D Shares" means the Shares of class D and "Class D Share" means any of them;

"Class E Shares" means the Shares of class E and "Class E Share" means any of them;

"Class of Shares" means collectively all the classes of Shares in issue at a given moment;

"Company" means the public limited liability company (société anonyme) governed by these Articles;

"Company Act" means the law dated 10th August, 1915, governing commercial companies, as amended from time to time;

"Director" means a member of the Board of Directors;

"Distributable Profits" means the Company's profit available for distribution in accordance with the provisions of the Company Act.

"Financial Year" has the meaning as set forth in Article 12;

"First Classes of Shares" means, at a given moment, the class(es) Shares still in issue, other than the Last Class of Shares;

"General Shareholders' Meeting" means any general meeting of the Shareholders of the Company;

"Interim Financial Statements" means the interim balance sheet, the interim profit and loss account and the interim attached notes of the Company;

"Last Class of Shares" means the last class of Shares based on alphabetical order which is still in issue at a given moment;

"Preferential Dividends" has the meaning as set forth in Article 15.3.1 of these Articles;

"Shares" means the Shares of any class and "Share" means any of them;

"Shareholders" means the holders of Shares of any class and "Shareholder" means any of them; and

"Statutory Distributable Profits" means the Company's profit available for distribution in accordance with the provisions of the Company Act decreased by the Preferential Dividends;

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the Board of Directors and approved by the General Shareholders' Meeting on the basis of the relevant Interim Financial Statements. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Shareholders' Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles.

4.- Decision to amend paragraph 15.3.2 of the articles of association of the Company to give it the following reading:

" **15.3.2. Other Dividends.** Should the whole Last (outstanding) Class of Shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class E Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Article 6.3 hereof at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding Last (outstanding) Class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class D Shares).

Without prejudice to Article 6.3 of these Articles and provided that all Shareholders hold at least One (1) Share in the Last Class of Shares each Share belonging to the Last Class of Shares shall be pari passu entitled to a dividend corresponding to the Statutory Distributable Profits.

In the event not all the Shareholders hold at least One (1) Share in the Last Class of Shares upon declaration of a dividend, all the Shares, without regard to the class they belong to, shall be pari passu entitled to a dividend corresponding to One Hundred per cent (100%) of the Distributable Profits. "

5.- Decision to amend paragraph 16.3.3 of the articles of association of the Company to give it the following reading:

" **16.3.3.** Third, the par value and issue premium (if any) with respect to the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares shall respectively be paid, pari passu, to the holders of Class A Shares, the holders of Class B Shares, the holders of Class C Shares, the holders of Class D Shares and the holders of Class E Shares; "

6.- Decision to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and to empower any Director of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

IV. After the foregoing has been approved by the meeting, the General Meeting unanimously made the following resolutions:

First resolution

a) The General Meeting resolved to increase the share capital of the Company by the amount of FOUR HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 400,000.-) in order to raise it from its present amount of THIRTY MILLION NINE HUNDRED SEVENTY THOUSAND ONE HUNDRED TWENTY EURO (EUR 30,970,120.-) to the amount of THIRTY-ONE MILLION THREE HUNDRED SEVENTY THOUSAND ONE HUNDRED TWENTY EURO (EUR 31,370,120.-) by the creation and issue of forty thousand (40,000) class E Shares with a nominal value of TEN EURO (EUR 10.-) each.

b) Subscription - Payment

The sole shareholder, through its proxyholder, declared to subscribe to the forty thousand (40,000) class E Shares with a nominal value of TEN EURO (EUR 10.-) and to have them fully paid up by a contribution in cash for a total amount of FOUR HUNDRED THOUSAND EURO (EUR 400,000.-), so that, from now on, the Company has at its free and entire disposal this amount, as was certified to the undersigned notary.

Second resolution

The General Meeting resolved to amend paragraphs 6.1. and 6.3.2. of the articles of association of the Company to give them the following reading:

" **6.1. Capital.** The Company's corporate capital is fixed at THIRTY-ONE MILLION THREE HUNDRED SEVENTY THOUSAND ONE HUNDRED TWENTY EURO (EUR 31,370,120.-) represented by three million one hundred thirty-seven thousand and twelve (3,137,012) Shares divided into:

- a) Nine hundred forty one thousand one hundred thirty seven (941,137) Class A Shares;
 - b) Nine hundred thirty seven thousand nine hundred thirty seven (937,937) Class B Shares;
 - c) Nine hundred thirty seven thousand nine hundred thirty seven (937,937) Class C Shares;
 - d) Two hundred eighty thousand and one (280,001) Class D Shares;
 - e) Forty thousand (40,000) Class E Shares,
- with a nominal value of ten Euros (EUR 10.00) each, all fully subscribed and entirely paid up.

6.3.2. Furthermore, the Company shall be entitled, subject to the prior approval of the single Shareholder or of all the Shareholders to be casted at a General Shareholders' Meeting, to repurchase the entire Last Class of Shares at any time by serving notice to the holders of the Last Class of Shares specifying the number of relevant Shares to be repurchased and the date on which the repurchase is to take place (the "Repurchase Date"). In the case of any repurchase and cancellation of a whole Class of Shares, such repurchase and cancellation of Shares shall be made in the following order:

- (i) Class E Shares
- (ii) Class D Shares
- (iii) Class C Shares;
- (iv) Class B Shares;
- (v) Class A Shares. "

Third resolution

The General Meeting resolved to amend article 2 of the articles of association of the Company to give it the following reading:

" **Art. 2. Definitions.** In addition to the other terms defined in other clauses of these articles of association, the following words and terms shall have the following meanings if and when written with capital letters:

"Articles" means these articles of association in their present form and as amended from time to time;

"Agreed Provision" means the amount to be allocated to a provision account as determined by the Board of Directors, acting reasonably, in order to ensure (i) the successful running of the business of the Company and, (ii) that sufficient funds are maintained according to the cycle of fund raising and consequent level of forecastable income and expenses of the Company;

"Available Amount" means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the subscribed Share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), (ii) the Agreed Provision, and (iii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg laws or of the Articles, each time as set out in the relevant interim financial statements so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + AP + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount

NP = net profits (including carried forward profits)

P = any freely distributable reserves

CR = the amount of the subscribed Share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Shares to be cancelled

L = losses (including carried forward losses)

AP = Agreed Provision

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg laws or of the Articles.

"Board of Directors" has the meaning as set forth in Article 9.1 of these Articles;

"Cancellation Value Per Share" means the value calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such class of Shares;

"Class A Shares" means the Shares of class A and "Class A Share" means any of them;

"Class B Shares" means the Shares of class B and "Class B Share" means any of them;

"Class C Shares" means the Shares of class C and "Class C Share" means any of them;

"Class D Shares" means the Shares of class D and "Class D Share" means any of them;

"Class E Shares" means the Shares of class E and "Class E Share" means any of them;

"Class of Shares" means collectively all the classes of Shares in issue at a given moment;

"Company" means the public limited liability company (société anonyme) governed by these Articles;

"Company Act" means the law dated 10th August, 1915, governing commercial companies, as amended from time to time;

"Director" means a member of the Board of Directors;

"Distributable Profits" means the Company's profit available for distribution in accordance with the provisions of the Company Act.

"Financial Year" has the meaning as set forth in Article 12;

"First Classes of Shares" means, at a given moment, the class(es) Shares still in issue, other than the Last Class of Shares;

"General Shareholders' Meeting" means any general meeting of the Shareholders of the Company;

"Interim Financial Statements" means the interim balance sheet, the interim profit and loss account and the interim attached notes of the Company;

"Last Class of Shares" means the last class of Shares based on alphabetical order which is still in issue at a given moment;

"Preferential Dividends" has the meaning as set forth in Article 15.3.1 of these Articles;

"Shares" means the Shares of any class and "Share" means any of them;

"Shareholders" means the holders of Shares of any class and "Shareholder" means any of them; and

"Statutory Distributable Profits" means the Company's profit available for distribution in accordance with the provisions of the Company Act decreased by the Preferential Dividends;

"Total Cancellation Amount" means the amount determined by the Board of Directors and approved by the General Shareholders' Meeting on the basis of the relevant Interim Financial Statements. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Shareholders' Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles."

Fourth resolution

The General Meeting resolved to amend paragraph 15.3.2 of the articles of association of the Company to give it the following reading:

" **15.3.2. Other Dividends.** Should the whole Last (outstanding) Class of Shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class E Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Article 6.3 hereof at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding Last (outstanding) Class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class D Shares).

Without prejudice to Article 6.3 of these Articles and provided that all Shareholders hold at least One (1) Share in the Last Class of Shares each Share belonging to the Last Class of Shares shall be *pari passu* entitled to a dividend corresponding to the Statutory Distributable Profits.

In the event not all the Shareholders hold at least One (1) Share in the Last Class of Shares upon declaration of a dividend, all the Shares, without regard to the class they belong to, shall be *pari passu* entitled to a dividend corresponding to One Hundred per cent (100%) of the Distributable Profits."

Fifth resolution

The General Meeting resolved to amend paragraph 16.3.3 of the articles of association of the Company to give it the following reading:

" **16.3.3.** Third, the par value and issue premium (if any) with respect to the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares shall respectively be paid, pari passu, to the holders of Class A Shares, the holders of Class B Shares, the holders of Class C Shares, the holders of Class D Shares and the holders of Class E Shares;"

Sixth resolution

The General Meeting resolved to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and hereby empowered and authorized any Director of the Company to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the share register of the Company.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le treize décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Blue Crest Holding S.A., une société anonyme, ayant son siège social à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 166.218 (NIN 2011 2229 303),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 29 décembre 2011, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 507 du 27 février 2012, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire Francis KESSELER, de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 8 mai 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1686 du 4 juillet 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Catherine PEUTEMAN, employée privée, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Sibylle KOPP, employée privée, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Patrice YANDE, employé privé, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert. La présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires sont représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte.

II. Qu'il apparaît de cette liste de présence que la totalité des actions émises, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à trente millions neuf cent soixante-dix mille cent vingt Euros (EUR 30.970.120,-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- a) Décision d'augmenter le capital social de la Société à concurrence du montant de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-) pour le porter de son montant actuel de TRENTE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT VINGT EUROS (EUR 30.970.120,-) au montant de TRENTE-ET-UN MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT VINGT EUROS (EUR 31.370.120,-) par la création et l'émission de quarante mille (40.000) actions de classe E d'une valeur nominale de DIX EUROS (EUR 10,-).

b) Souscription des quarante mille (40.000) actions de classe E d'une valeur nominale de DIX EUROS (EUR 10,-) chacune, par l'actionnaire unique.

2.- Décision de modifier les paragraphes 6.1 et 6.3.2. des statuts de la Société afin de leur donner la teneur suivante:

" **6.1. Capital.** Le capital souscrit de la Société est fixé à TRENTE-ET-UN MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT VINGT EUROS (EUR 31.370.120,-), divisé en trois millions cent trente-sept mille et douze (3.137.012) Actions:

a) Neuf cent quarante et un mille cent trente-sept (941.137) Actions de Classe A;

b) Neuf cent trente sept mille neuf cent trente sept (937.937) Actions de Classe B;

c) Neuf cent trente sept mille neuf cent trente sept (937.937) Actions de Classe

- d) Deux cent quatre vingt mille une (280.001.-) Actions de Classe D;
 - e) Quarante mille (40.000) Actions de Classe E,
- ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

6.3.2. En outre, la Société sera autorisée, sous réserve de l'accord préalable de l'Actionnaire unique ou de tous les Actionnaires réunis en Assemblée Générale des Actionnaires, à racheter la totalité de la Dernière Classe d'Actions à tout moment en notifiant aux détenteurs de la Dernière Classe d'Actions le nombre exact d'Actions destinées à être rachetées et la date à laquelle le rachat doit avoir lieu (la «Date de Rachat»). Dans le cas du rachat et de l'annulation d'une entière Classe d'Actions, ce rachat et cette annulation d'Actions se fera dans l'ordre suivant:

- (i) classe d'Actions E;
- (ii) classe d'Actions D;
- (iii) classe d'Actions C;
- (iv) classe d'Actions B;
- (v) classe d'Actions A."

3.- Décision de modifier l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 2. Définitions. En sus des autres termes définis dans d'autres clauses des présents statuts, les mots et termes suivants auront les significations suivantes lorsqu'ils seront écrits en lettre capitales:

«Statuts» signifie les présents statuts dans leur présente forme tels que modifiés au fil du temps;

«Provision Conventionnelle» signifie le montant à allouer à un compte de provision tel que déterminé par le conseil d'administration, agissant raisonnablement, afin de s'assurer (i) de l'exploitation prospère de la Société et (ii) que des fonds suffisants soient maintenus sur ledit compte selon le cycle de levée de fonds et du niveau conséquent des revenus et dépenses prévisibles de la Société.

«Montant Disponible» signifie le montant total des profits nets de la Société (y compris les profits reportés) dans la mesure où les actionnaires auraient droit à des distributions de dividendes en application des Statuts, augmenté (i) de toutes réserves librement distribuables et (ii) selon les cas par le montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe d'actions à racheter/annuler mais réduit de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées), (ii) la Provision Conventionnelle (iii) toutes sommes placées en réserve(s) en application des dispositions des lois luxembourgeoises ou des Statuts, chaque fois que repris dans les comptes intermédiaires, ainsi:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Lorsque:

AA = Montant Disponible

NP = profits nets (y compris les profits reportés)

P = toutes réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe d'actions à annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées)

AP = la Provision Conventionnelle

LR = toutes sommes à allouer en réserve(s) en application des dispositions des lois Luxembourgeoises ou des Statuts.

«Conseil d'administration» a la signification telle que déterminée à l'Article 9.1 des Statuts;

«Valeur d'Annulation par Action» signifie la valeur calculée en divisant le Montant Total d'Annulation à appliquer à la classe d'actions à racheter et annuler par le nombre d'Actions en circulation dans ladite classe d'Actions;

«Actions de Classe A» signifie les Actions de classe A et «Actions de Classe A» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe B» signifie les Actions de classe B et «Actions de Classe B» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe C» signifie les Actions de classe C et «Actions de Classe C» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe D» signifie les Actions de classe D et «Actions de Classe D» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe E» signifie les Actions de classe E et «Actions de Classe E» signifie chacune d'entre-elles;

«Classe d'Actions» signifie collectivement toutes les classes d'Actions en circulation à un moment donné;

«Société» signifie la société anonyme régie par les présents Statuts;

«Loi sur les Sociétés Commerciales» signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée de temps en temps;

«Administrateur» signifie un membre du Conseil d'Administration;

«Bénéfices Distribuables» signifie les bénéfices disponibles de la Société pour une distribution en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales;

«Exercice Social» a la signification telle que décrite à l'Article 12;

«Première(s) Classe(s) d'Actions» signifie, à un moment donné, le(s) classe(s) d'Actions encore en circulation, autre que la Dernière Classe d'Actions;

«Assemblée Générale des Actionnaires» signifie toute assemblée générale des Actionnaires de la Société;

«Relevés Financiers Intérimaires» signifie le bilan intermédiaire, le compte de profits et pertes intermédiaires et les notes aux comptes intermédiaires de la Société.

«Dernière Classe d'Actions» signifie la dernière Classe d'Actions en ordre alphabétique qui est toujours en émission un moment donné;

«Dividendes Préférentiels» à la signification prescrite à l'article 15.3.1 des présents statuts;

«Actions» signifie les Actions de chaque classe et «Action» signifie chacune d'entre elle;

«Actionnaires» signifie les détenteurs d'Actions de quelque classe et «Actionnaire» signifie chacun d'entre eux;

«Bénéfices Distribuables Statutaires» signifie le bénéfice disponible de la Société pour une distribution en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales diminuée des Dividendes Préférentiels.

«Montant Total d'Annulation» signifie le montant déterminé par le Conseil d'Administration pris et approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires sur la base des Relevés Financiers Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation sera inférieur ou égal au Montant Disponible total au moment de l'annulation de la Classe d'Actions concernées à moins qu'autre chose ne soit décidé par l'Assemblée Générale des Actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des Statuts."

4.- Décision de modifier le paragraphe 15.3.2. des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" **15.3.2. Autres Dividendes.** Lorsque la dernière Classe d'Actions (restante) entière (par ordre alphabétique, e.g. initialement la Classe d'Actions E) aura été rachetée et annulée en application de l'article 6.3. ci-dessus au moment de la distribution, le reliquat de toute distribution de dividendes sera alors alloué à la Dernière Classe d'Actions précédente dans l'ordre alphabétique inversé (e.g. initialement la Classe d'Actions D).

Ensuite, sans préjudice de l'Article 6.3 des présents Statuts et à condition que tous les Actionnaires détiennent au moins Une (1) Actions dans la Dernière Classe d'Actions, chaque Action appartenant à la Dernière Classe d'Actions sera pari passu autorisée à recevoir un dividende correspondant aux Profits Statutaires Distribuables.

Dans le cas où une partie seulement des Actionnaires détient au moins une (1) Actions dans la Dernière Classe d'Actions au moment d'une déclaration de dividende, toutes les Actions, sans tenir compte de la classe à laquelle elles appartiennent, seront pari passu autorisées à recevoir un dividende correspondant à cent pour cent (100%) des Profits Distribuables. "

5.- Décision de modifier le paragraphe 16.3.3. des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" **16.3.3.** Troisièmement, la valeur nominale et la prime d'émission (si tel est le cas) relative au Classe d'Actions A, Classe d'Actions B, Classe d'Actions C, Classe d'Actions D, Classe d'Actions E qui seront payées respectivement, pari passu, aux détenteurs d'Actions de classe A, aux détenteurs d'Actions de classe B, aux détenteurs d'Actions de classe C, aux détenteurs d'Actions de classe D et aux détenteurs d'Actions de classe E; "

6.- Décision de modifier le registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et de donner pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société afin de procéder au compte de la Société à l'inscription des nouvelles actions dans le registre des actionnaires de la Société.

IV. L'Assemblée Générale a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

a) L'Assemblée Générale a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence du montant de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000.-) pour le porter de son montant actuel de TRENTE MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT VINGT EUROS (EUR 30.970.120.-) au montant de TRENTE-ET-UN MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT VINGT EUROS (EUR 31.370.120.-) par la création et l'émission de quarante mille (40.000) actions de classe E d'une valeur nominale de DIX EUROS (EUR 10.-).

b) Souscription - Libération

Sur ce, l'actionnaire unique, par son mandataire, a déclaré souscrire aux quarante mille (40.000) actions de classe E d'une valeur nominale de DIX EUROS (EUR 10.-) chacune et les libérer intégralement par apport en numéraire pour un montant total de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000.-), de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition cette somme ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale a décidé de modifier les paragraphes 6.1 et 6.3.2. des statuts de la Société afin de leur donner la teneur suivante:

" **6.1. Capital.** Le capital souscrit de la Société est fixé à TRENTE-ET-UN MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE-DIX MILLE CENT VINGT EUROS (EUR 31.370.120.-), divisé en trois millions cent trente-sept mille et douze (3.137.012) Actions:

- a) Neuf cent quarante et un mille cent trente-sept (941.137) Actions de Classe A;
- b) Neuf cent trente sept mille neuf cent trente sept (937.937) Actions de Classe B;
- c) Neuf cent trente sept mille neuf cent trente sept (937.937) Actions de Classe C;
- d) Deux cent quatre vingt mille une (280.001.-) Actions de Classe D;

e) Quarante mille (40.000) Actions de Classe E,
ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10.-) chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées.

6.3.2. En outre, la Société sera autorisée, sous réserve de l'accord préalable de l'Actionnaire unique ou de tous les Actionnaires réunis en Assemblée Générale des Actionnaires, à racheter la totalité de la Dernière Classe d'Actions à tout moment en notifiant aux détenteurs de la Dernière Classe d'Actions le nombre exact d'Actions destinées à être rachetées et la date à laquelle le rachat doit avoir lieu (la «Date de Rachat»). Dans le cas du rachat et de l'annulation d'une entière Classe d'Actions, ce rachat et cette annulation d'Actions se fera dans l'ordre suivant:

- (i) classe d'Actions E;
- (ii) classe d'Actions D;
- (iii) classe d'Actions C;
- (iv) classe d'Actions B;
- (v) classe d'Actions A."

Troisième résolution

L'Assemblée Générale a décidé de modifier l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. Définitions.** En sus des autres termes définis dans d'autres clauses des présents statuts, les mots et termes suivants auront les significations suivantes lorsqu'ils seront écrits en lettre capitales:

«Statuts» signifie les présents statuts dans leur présente forme tels que modifiés au fil du temps;

«Provision Conventionnelle» signifie le montant à allouer à un compte de provision tel que déterminé par le conseil d'administration, agissant raisonnablement, afin de s'assurer (i) de l'exploitation prospère de la Société et (ii) que des fonds suffisants soient maintenus sur ledit compte selon le cycle de levée de fonds et du niveau conséquent des revenus et dépenses prévisibles de la Société.

«Montant Disponible» signifie le montant total des profits nets de la Société (y compris les profits reportés) dans la mesure où les actionnaires auraient droit à des distributions de dividendes en application des Statuts, augmenté (i) de toutes réserves librement distribuables et (ii) selon les cas par le montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe d'actions à racheter/annuler mais réduit de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées), (ii) la Provision Conventionnelle (iii) toutes sommes placées en réserve(s) en application des dispositions des lois luxembourgeoises ou des Statuts, chaque fois que repris dans les comptes intermédiaires, ainsi:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Lorsque:

AA = Montant Disponible

NP = profits nets (y compris les profits reportés)

P = toutes réserves librement distribuables

CR = le montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe d'actions à annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées)

AP = la Provision Conventionnelle

LR = toutes sommes à allouer en réserve(s) en application des dispositions des lois Luxembourgeoises ou des Statuts.

«Conseil d'administration» a la signification telle que déterminée à l'Article 9.1 des Statuts;

«Valeur d'Annulation par Action» signifie la valeur calculée en divisant le Montant Total d'Annulation à appliquer à la classe d'actions à racheter et annuler par le nombre d'Actions en circulation dans ladite classe d'Actions;

«Actions de Classe A» signifie les Actions de classe A et «Actions de Classe A» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe B» signifie les Actions de classe B et «Actions de Classe B» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe C» signifie les Actions de classe C et «Actions de Classe C» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe D» signifie les Actions de classe D et «Actions de Classe D» signifie chacune d'entre-elles;

«Actions de Classe E» signifie les Actions de classe E et «Actions de Classe E» signifie chacune d'entre-elles;

«Classe d'Actions» signifie collectivement toutes les classes d'Actions en circulation à un moment donné;

«Société» signifie la société anonyme régie par les présents Statuts;

«Loi sur les Sociétés Commerciales» signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée de temps en temps;

«Administrateur» signifie un membre du Conseil d'Administration;

«Bénéfices Distribuables» signifie les bénéfices disponibles de la Société pour une distribution en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales;

«Exercice Social» a la signification telle que décrite à l'Article 12;

«Première(s) Classe(s) d'Actions» signifie, à un moment donné, le(s) classe(s) d'Actions encore en circulation, autre que la Dernière Classe d'Actions;

«Assemblée Générale des Actionnaires» signifie toute assemblée générale des Actionnaires de la Société;

«Relevés Financiers Intérimaires» signifie le bilan intermédiaire, le compte de profits et pertes intérimaires et les notes aux comptes intérimaires de la Société.

«Dernière Classe d'Actions» signifie la dernière Classe d'Actions en ordre alphabétique qui est toujours en émission un moment donné;

«Dividendes Préférentiels» à la signification prescrite à l'article 15.3.1 des présents statuts;

«Actions» signifie les Actions de chaque classe et «Action» signifie chacune d'entre elle;

«Actionnaires» signifie les détenteurs d'Actions de quelque classe et «Actionnaire» signifie chacun d'entre eux;

«Bénéfices Distribuables Statutaires» signifie le bénéfice disponible de la Société pour une distribution en application des dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales diminuée des Dividendes Préférentiels.

«Montant Total d'Annulation» signifie le montant déterminé par le Conseil d'Administration pris et approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires sur la base des Relevés Financiers Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation sera inférieur ou égal au Montant Disponible total au moment de l'annulation de la Classe d'Actions concernées à moins qu'autre chose ne soit décidé par l'Assemblée Générale des Actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des Statuts."

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale a décidé de modifier le paragraphe 15.3.2. des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" **15.3.2. Autres Dividendes.** Lorsque la dernière Classe d'Actions (restante) entière (par ordre alphabétique, e.g. initialement la Classe d'Actions E) aura été rachetée et annulée en application de l'article 6.3. ci-dessus au moment de la distribution, le reliquat de toute distribution de dividendes sera alors alloué à la Dernière Classe d'Actions précédente dans l'ordre alphabétique inversé (e.g. initialement la Classe d'Actions D).

Ensuite, sans préjudice de l'Article 6.3 des présents Statuts et à condition que tous les Actionnaires détiennent au moins Une (1) Actions dans la Dernière Classe d'Actions, chaque Action appartenant à la Dernière Classe d'Actions sera pari passu autorisée à recevoir un dividende correspondant aux Profits Statutaires Distribuables.

Dans le cas où une partie seulement des Actionnaires détient au moins une (1) Actions dans la Dernière Classe d'Actions au moment d'une déclaration de dividende, toutes les Actions, sans tenir compte de la classe à laquelle elles appartiennent, seront pari passu autorisées à recevoir un dividende correspondant à cent pour cent (100%) des Profits Distribuables."

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale a décidé de modifier le paragraphe 16.3.3. des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

" **6.3.3.** Troisièmement, la valeur nominale et la prime d'émission (si tel est le cas) relative au Classe d'Actions A, Classe d'Actions B, Classe d'Actions C, Classe d'Actions D, Classe d'Actions E qui seront payées respectivement, pari passu, aux détenteurs d'Actions de classe A, aux détenteurs d'Actions de classe B, aux détenteurs d'Actions de classe C, aux détenteurs d'Actions de classe D et aux détenteurs d'Actions de classe E;"

Sixième résolution

L'Assemblée Générale a décidé de modifier le registre des actionnaires de la Société afin d'y refléter les modifications qui précèdent, et donne pouvoir et autorité à tout administrateur de la Société afin de procéder pour le compte de la Société à l'inscription des actions nouvellement émis dans le registre des actionnaires de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les personnes comparantes, toutes connues du notaire par leur Noms, Prénoms, statut marital et résidences, ont signé avec Nous, le notaire instrumentant, le présent procès-verbal.

Signé: C. PEUTEMAN, S. KOPP, P. YANDE, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 décembre 2012 Relation: ECH/2012/2185. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2012.

Référence de publication: 2012165638/512.

(120219409) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.

Apache Finance Egypt I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 173.306.

—
STATUTES

In the year two thousand and twelve, on the twenty-seventh day of November

Before the undersigned Maître Jean SECKLER, notary, residing professionally in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared

1.- Apache North America, Inc. , a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of Delaware, having its registered offices at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 and registered with the Delaware Secretary of State Office under the number 2129898; and

2.- Apache Overseas Inc, a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of Delaware, having its registered offices at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 and registered with the Delaware Secretary of State Office under the number 2404521;

both here represented by Mr. Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of powers of attorney.

The said powers of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such parties, appearing in the capacities in which they act, have requested the notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a société à responsabilité limitée (private limited liability company) which is hereby incorporated.

Section I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

1. Form. There is hereby formed a société à responsabilité limitée (private limited liability company) governed by the laws pertaining to such an entity, notably the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), as well as by the present Articles (the "Company").

2. Name. The Company's name is "Apache Finance Egypt I".

3. Purpose. The Company's purpose is to invest, acquire and take participations and interests, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities and to acquire through participations, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents and licenses or other property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company may also enter into, assist or participate in any financial, commercial and other transactions, and grant to any company or entity associated in any way with the Company, in which the Company has a direct or indirect financial or other interest, any assistance, loan, advance or guarantee, as well as borrow and raise money in any manner and secure the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is, directly or indirectly, related to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

4. Duration. The Company is formed for an undetermined duration of time.

5. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the municipality by means of a resolution of the manager, or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers in accordance with these Articles.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The Company may have branches and offices, both in Luxembourg or abroad.

Section II - Capital - Shares

6. Capital. The Company's share capital is set at USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) divided into 20,000 (twenty thousand) shares having a nominal value of USD 1 (one US Dollar) each and each are fully paid-up.

The creation of, and/or the allocation to, and/or the distribution in part or in full of, non-distributable reserves may be decided by a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote at the majority required for a share capital increase or decrease.

The share capital may be increased or reduced from time to time by a resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

7. Voting rights. Each share whatever its class has identical voting rights and each shareholder has total voting rights commensurate with such shareholder's total ownership of shares.

8. Indivisibility of shares. Towards the Company, the shares are indivisible and the Company will recognize only one owner per share.

9. Transfer of shares. The shares are freely transferable among shareholders of the Company or when the Company has a sole shareholder.

Transfers of shares to non-shareholders are subject to the prior approval of a shareholder or shareholders holding at least seventy-five percent (75%) of the share capital of the Company given in a general meeting.

Shares must be transferred by written instrument in accordance with the Law.

10. Redemption of shares. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a decrease of the Company's share capital.

Section III - Managers

11. Appointment of the managers. The Company may be managed by one manager or several managers. Where more than one manager is appointed, the Company shall be managed by a board of managers constituted by two different types of managers, namely type A managers and type B managers.

No manager need be a shareholder of the Company. The manager(s) shall be appointed by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be. The remuneration, if any, of the manager(s) shall be determined in the same manner.

A manager may be removed, with or without cause at any time and replaced by resolution of the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by a resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, as the case may be.

12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the manager or the board of managers, as the case may be.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager, or in case of plurality of managers, by the joint signature of at least on type A manager and one type B manager.

The sole manager or the board of managers, as the case may be, may delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The sole manager or the board of managers will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

13. Board of managers. Where the Company is managed by a board of managers, the board may choose among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a manager or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of managers shall meet when convened by any one manager. Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all managers at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each manager, or where all the managers are present or represented.

Meetings of the board of managers shall be held in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager.

Any and all managers may participate in a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means, initiated from the Grand-Duchy of Luxembourg, allowing all managers participating in the meeting to hear each other at the same time.

Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of managers is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by alternate at least one type A manager and one type B manager.

Decisions of the board of managers are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of managers of the Company by the affirmative vote of not less than one-half of the managers present who voted and did not abstain.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board. Such resolutions may be signed in counterparts, each of which shall be an original and all of which, taken together, shall constitute the same instrument.

Deliberations of the board of managers shall be recorded in minutes signed by the chairman or by two managers. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or by two managers.

14. Liability of the managers. No manager assumes any personal liability for or in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles by reason of his position as a manager of the Company.

Section IV - Shareholder meetings

15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all the powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded on minutes or drawn-up in writing.

16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the sole manager or the board of managers, as the case may be, failing which by shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be sent to each shareholder at least 24 hours before the meeting, specifying the time and place of the meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed on the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may be represented and act at any general meeting by appointing in writing another person to act as such shareholder's proxy, which person needs not be shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken when adopted by the affirmative vote of shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting by a majority of votes cast, regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles, shall only be adopted by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital.

The holding of shareholders meetings is not compulsory as long as the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In the absence of meetings, shareholders resolutions are validly taken in writing, at the same majority vote cast as the ones provided for general meetings, provided that each shareholder receive in writing by any suitable communication means the whole text of each resolution to be approved prior to his written vote.

When the holding of shareholders meetings is compulsory, a general meeting shall be held annually in Luxembourg at the registered office of the Company on the third Thursday of June or on the following day if such day is a public holiday.

Section V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

17. Financial year. The financial year of the Company starts on January 1st and ends on December 31st.

18. Annual accounts. Each year, as at the end of the financial year, the board of managers or the sole manager, as the case may be, shall draw up a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, all together the annual accounts that will then be submitted to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general shareholders meeting.

19. Profits. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions, such as approved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to one tenth of the share capital, but must be resumed at any time when it has been broken into.

The remaining profit shall be allocated by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company, resolving to distribute it to the shareholders proportionally to the shares they hold, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

20. Interim dividends. Notwithstanding the above provision, the sole manager or the board of managers as the case may be, may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager, as the case may be, and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since

the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

21. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case may be, to a supervisory board constituted by several statutory auditors.

No statutory auditor needs be a shareholder of the Company.

Statutory auditor(s) shall be appointed by resolution of the shareholders representing more than fifty percent (50%) of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his/their appointment. However his/their appointment can be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of the law of December 19, 2002 concerning the Trade and Companies Register as well as the accounting and the annual accounts of the undertakings are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

Section VI - Dissolution - Liquidation

22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital. The Company shall not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of any shareholder.

23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution of the shareholders taken by a vote of the majority of the shareholders, representing at least seventy-five percent (75%) of the share capital, which shall determine his/their powers and remuneration. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the shareholders in accordance with Article 8 and proportionally to the shares they hold.

Temporary provision

Notwithstanding the provisions of article 17, the first financial year of the Company starts today and will end on 31 December 2012.

Subscription - Payment

All the 20,000 (twenty thousand) shares representing the entire share capital of the Company, have been entirely subscribed by Apache North America, Inc., subscribing to 10,000 (ten thousand) shares and Apache Overseas Inc, subscribing to 10,000 (ten thousand) shares, both named above, and fully paid up in cash, therefore the amount of USD 20,000 (twenty thousand US Dollars) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary by producing a blocked funds certificate.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about EUR 1,300.-

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, Apache North America, Inc. and Apache Overseas, Inc. representing the entirety of the subscribed share capital passed unanimously the following resolutions:

1) Mr. Jon W. SAUER, born on June 7, 1960, in North Dakota, U.S.A., residing professionally at 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 United States of America; and

- Mr. Thomas P. CHAMBERS, born on May 27, 1955, in Ohio, U.S.A., residing professionally at 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 United States of America

are appointed as type A managers of the Company for an undetermined duration of time;

- Mrs. Marjorie ALLO, born on 19 November 1967 in Paris, France and residing at 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and

- Mr. Emmanuel NATALE, born on 20 July 1970 in Belfort, France and residing at 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

are appointed as type B managers of the Company for an undetermined duration of time.

2) The registered office of the Company shall be established at 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

In faith of which we, the undersigned Notary, have set hand and seal in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the holder of the power of attorney, said person signed with us, the Notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-septième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidant professionnellement à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu,

1.- Apache North America, Inc. , une société dûment constituée et existant valablement selon les lois du Delaware, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 et immatriculée auprès du Registre de l'état du Delaware sous le numéro 2129898; et

2.- Apache Overseas, Inc., une société dûment constituée et existant valablement selon les lois du Delaware, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801 et immatriculée auprès du Registre de l'état du Delaware sous le numéro 2404521;

toutes deux ici représentées par Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations paraphées ne varientur par les parties comparantes et par le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesdites parties comparantes, agissant ès qualité, ont requis le notaire instrumentant de dresser (les "Statuts") d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

Titre I^{er} - Forme- Dénomination - Objet - Durée - Siège social

1. Forme. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée régie par le droit applicable à ce type de société et plus particulièrement par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), ainsi que par les présents Statuts (la "Société").

2. Dénomination. La dénomination de la Société est "Apache Finance Egypt I".

3. Objet. L'objet de la Société est d'investir, d'acquérir, et de prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes formes de sociétés ou entités, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par des participations, des apports, achats, options ou de toute autre manière, tous titres, sûretés, droits, intérêts, brevets et licences ou tout autre titre de propriété que la Société juge opportun, et plus généralement de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société juge appropriées.

La Société peut également prendre part, assister ou participer à toutes transactions y compris financières ou commerciales, accorder à toute société ou entité associée d'une façon quelconque avec la Société et dans laquelle elle a un intérêt financier direct ou indirect ou tout autre intérêt, tout concours, prêt, avance, sûreté ou garantie, ainsi qu'emprunter ou lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir le remboursement de toute somme empruntée.

Enfin la Société peut prendre toute action et mener toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet afin d'en faciliter l'accomplissement.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre lieu de la commune par décision du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance conformément aux Statuts.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution de la majorité des associés représentant plus de soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La Société peut ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II - Capital - Parts sociales

6. Capital. Le capital social est fixé à USD 20.000 (vingt mille dollars américains), divisé en 20.000 (vingt mille) parts sociales d'une valeur nominale de 1 USD (un dollar américain) chacune et sont chacune entièrement libérées.

La création de et/ou l'allocation à, et/ou la distribution de tout ou partie de, réserves non-distribuables peut être décidée par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés par résolution prise par un vote à la majorité requise pour une augmentation ou une réduction de capital.

Le capital social peut être augmenté ou réduit par résolution de l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution prise par un vote de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

7. Droits de vote. Chaque part sociale, quelle que soit sa classe, confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales qu'il détient.

8. Indivisibilité des parts. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale.

9. Transfert des parts. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés ou lorsque la Société a un associé unique.

Les cessions de parts sociales aux tiers sont soumises à l'agrément préalable d'un ou des associé(s) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société donnée en assemblée générale.

Les cessions de parts sociales sont constatées par acte écrit conformément à la Loi.

10. Rachat des parts. La Société peut racheter ses propres parts sociales pour autant que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction de son capital social.

Titre III - Gérance

11. Nomination des gérants. La Société peut être gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants.

Dans le cas où plus d'un gérant est nommé, la Société est gérée par un conseil de gérance composé de deux catégories de gérants, gérants de catégorie A et gérants de catégorie B.

Aucun gérant n'a à être associé de la Société. Le(s) gérant(s) sont nommés par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. La rémunération, le cas échéant, du ou des gérant(s) est déterminée de la même manière.

Un gérant peut être révoqué, pour ou sans justes motifs, à tout moment, et être remplacé par résolution de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société.

12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, à l'assemblée générale des associés, sont de la compétence du gérant unique ou du conseil de gérance, le cas échéant.

La Société est liée par la signature de son gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'au moins un gérant de type A et un gérant de type B.

Le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut déléguer son/ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, qui n'ont pas à être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le gérant unique ou le conseil de gérance détermine les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) des agents, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres modalités ou conditions de leur mandat.

13. Conseil de gérance. Lorsque la Société est gérée par un conseil de gérance, celui-ci peut choisir parmi ses membres un président. Le conseil de gérance peut également choisir un secrétaire qui n'a pas à être gérant ou associé de la Société et qui sera en charge de la tenue des minutes des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation de l'un des gérants. La convocation détaillant les points à l'ordre du jour, l'heure et le lieu de la réunion, est donnée à l'ensemble des gérants au moins 24 heures à l'avance, sauf lorsqu'il y est renoncé par chacun des gérants, ou lorsque tous les gérants sont présents ou représentés.

Les réunions du conseil de gérance doivent se tenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par tout autre moyen de communication adéquat un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plus d'un gérant.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié, initié depuis le Grand - Duché de Luxembourg, permettant à l'ensemble des gérants participant à la réunion de s'entendre les uns les autres au même moment. Une telle participation est réputée équivalente à une participation physique.

Une réunion du conseil de gérance est dûment tenue, si au commencement de celle-ci, sont présents en personne ou représentés, au moins un gérant de type A et un gérant de type B.

Les résolutions du conseil de gérance sont valablement prises par une résolution approuvée, lors d'une réunion valablement tenue, par la moitié au moins des gérants présents ou représentés qui se sont exprimés et ne se sont pas abstenus.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du conseil de gérance. Les résolutions peuvent être signées sur des exemplaires séparés, chacun d'eux étant un original et tous ensembles constituant un seul et même acte.

Les délibérations du conseil de gérance sont consignées dans des minutes signées par le président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces minutes sont signés par le président ou par deux gérants.

14. Responsabilité des gérants. Aucun gérant n'engage sa responsabilité personnelle pour des engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société conformément aux Statuts et dans le cadre de ses fonctions de gérant de la Société.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

15. Associé unique. Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Hormis les opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent faire l'objet de procès-verbaux ou être établis par écrit.

16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'associés peuvent être convoquées par le gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance. A défaut, elles sont convoquées par les associés représentant plus de cinquante pour cent (50 %) du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale et indiquant l'ordre du jour sont envoyées à chaque associé au moins 24 heures avant l'assemblée en indiquant l'heure et le lieu de la réunion.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter et agir à toute assemblée générale en nommant comme mandataire et par écrit un tiers qui n'a pas à être associé de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des associés sont valablement adoptées par vote des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés seront convoqués par lettre recommandée à une deuxième assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions sont valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les résolutions décidant de modifier les Statuts sont prises seulement par une résolution de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

La tenue d'assemblées générales d'associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés ne dépasse pas vingt-cinq (25). En l'absence d'assemblée, les résolutions des associés sont valablement prises par écrit à la même majorité des votes exprimés que celle prévue pour les assemblées générales, et pour autant que chaque associé ait reçu, par écrit par tout moyen de communication approprié, l'intégralité du texte de chaque résolution soumise à approbation, préalablement à son vote écrit.

Lorsque la tenue d'une assemblée générale est obligatoire, une assemblée générale doit se tenir annuellement à Luxembourg au siège social de la Société le troisième jeudi de juin ou le lendemain si ce jour est férié.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux - Profits - Audit

17. Exercice social. Chaque année, l'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

18. Comptes annuels. Tous les ans, à la fin de l'exercice social, le conseil de gérance ou le gérant unique, le cas échéant, dresse un bilan et un compte de pertes et profits conformément la Loi, auxquels un inventaire est annexé, l'ensemble de ces documents constituant les comptes annuels est soumis à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés à l'assemblée générale des associés.

19. Profits. Le solde du compte de pertes et profits, après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés, représente le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net est affecté à la réserve légale. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint un dixième du capital social, mais devront être repris à tout moment jusqu'à entière reconstitution.

Le bénéfice restant est affecté par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, décidant de sa distribution aux associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent, de son report à nouveau, ou de son allocation à une réserve distribuable.

20. Dividendes intérimaires. Nonobstant ce qui précède, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant, peut décider de verser des dividendes intérimaires avant la clôture de l'exercice social sur base d'un état comptable établi par le conseil de gérance, ou le gérant unique, le cas échéant, duquel doit ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant de bénéfices réalisés

depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve conformément à la Loi ou aux Statuts.

21. Audit. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), la surveillance de la Société est confiée à un commissaire ou, le cas échéant, à un conseil de surveillance constitué de plusieurs commissaires.

Aucun commissaire n'a à être associé de la Société.

Le(s) commissaire(s) sont nommés par une résolution des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société jusqu'à l'assemblée générale annuelle des associés qui suit leur nomination. Cependant leur mandat peut être renouvelé par l'assemblée générale des associés.

Lorsque les conditions de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises sont atteints, la Société confie le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut cependant nommer un réviseur d'entreprise à tout moment.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

22. Dissolution. La dissolution de la Société est décidée par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par un vote positif de la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société. La Société n'est pas dissoute par la mort, la suspension des droits civils, la déconfiture ou la faillite d'un associé.

23. Liquidation. La liquidation de la Société sera menée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, par l'assemblée générale des associés par une résolution prise par la majorité des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société, résolution qui déterminera leurs pouvoirs et rémunérations. Au moment de la clôture de liquidation, les avoirs de la Société seront attribués à l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, aux associés, conformément à l'article 8 des statuts et proportionnellement au nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Disposition temporaire

Nonobstant les dispositions de l'article 17 mentionné au-dessus, le premier exercice de la société débute ce jour et s'achèvera le 31 décembre 2012.

Souscription - Paiement

L'intégralité des 20.000 (vingt mille) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la Société a été entièrement souscrite par Apache North America, Inc. à hauteur de 10.000 parts sociales et par Apache Overseas, Inc. à hauteur de 10.000 parts sociales, prénommées, et a été intégralement libérée en numéraire. Le montant de 20.000 USD (vingt mille Dollars américains) est donc à la disposition de la Société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant par la production d'un certificat de blocage de fonds.

Frais

Le montant des frais, dépenses, coûts ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement évalués à 1.300,- EUR.

Résolutions de l'associé

Immédiatement après la constitution de la Société, Apache North America, Inc. et Apache Overseas, Inc, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

1) Mr. Jon W. SAUER, né le 7 juin, 1960 dans l'état du Dakota du Nord, Etats-Unis d'Amérique et résidant professionnellement à 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 U.S.A.; et

- Mr. Thomas P. CHAMBERS, né le 27 mai, 1955 dans l'état de l'Ohio, Etats-Unis d'Amérique et résidant professionnellement à 2000 Post Oak, Suite 100; Houston, Texas 77056 U.S.A..

sont nommés administrateurs de type A pour une durée indéterminée.

- Mme. Marjorie ALLO, née le 19 Novembre, 1967 à Paris, France et résidant à 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- Mr. Emmanuel NATALE, né le 20 juillet, 1970 à Belfort, France et résidant à 2, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

sont nommés gérants de type B pour une durée indéterminée.

2) Le siège social de la Société est établi au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par la présente qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 30 novembre 2012. Relation GRE/2012/4497. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERTT.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 6 décembre 2012.

Référence de publication: 2012160802/433.

(120212674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

Brixia Holding B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 99.102.

In the year two thousand and twelve, on the nineteenth day of the month of November.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Cornet Trustees Limited, a company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office and its principal place of business at 11-Quay House, South Esplanade, Sint Peter Port, Guernsey, GY1 4EJ, Channel Islands, registered with the Register of Companies in Guernsey, Channel Islands under number 34284, acting in its capacity as trustee for and on behalf of The Waltz No. 1 Trust, a trust incorporated by means of that certain deed of settlement under the laws of Jersey, Channel Islands, dated 7 November 2000

hereby represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private deed.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing party declares that it is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Brixia Holding B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Netherlands, having its official seat in Amsterdam, the Netherlands, and its administrative and effective management seat at 10 Rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the trade register of the Chambers of Commerce under file number 27247656 and with the Commercial Register (Registre de Commerce et des Sociétés) in Luxembourg under file number B 99102, the transfer of effective management seat has been recorded by a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 31 December 2003, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 351, dated 30 March 2004 (the "Company").

III. The Company's articles (the "Articles") have been amended in the aforementioned deed dated 31 December 2003 of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 985, dated 11 May 2010.

IV. That the agenda of the Meeting is worded as follows: 1. To amend the financial year of the Company;

2. To amend article 15 of the Company's articles of association to reflect the resolution taken under item 1;

3. To set the duration of the current financial year of the Company as transitional provision; and

4. Miscellaneous.

All this having been declared, the appearing party, holding 100% of the share capital of the Company, represented as stated here above, has immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to change the financial year of the Company in order to have it start on the 1 st of April of each year and end on the 31 st of March of the following year.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to consequently amend article 15 of the Company's articles of association so that it will henceforth read as follows:

" **Art. 15. Accounting Year.** The Company's financial year starts on the first day of April and ends on the thirty-first day of March of the following year."

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVES that the current financial year which started on the first day of January two thousand twelve shall end on the thirty-first day of March two thousand thirteen.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Declaration

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Cornet Trustees Limited, une société constituée selon les lois de Guernsey, avec siège social et siège de direction effective au 11-Quay House, South Esplanade, Saint Peter Port, Guernsey, GY1 4EJ, Iles anglo-Normandes, inscrite au registre des sociétés de Guernsey, Iles Anglo-Normandes, sous le numéro 34284, agissant en capacité de trustee pour le compte de The Waltz No. 1 Trust, un trust constitué en vertu d'un contrat de constitution de trust en vertu des lois de Jersey, Iles Anglo-Normande, en date du 7 novembre 2000

ici représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

I. Laquelle procuration restera annexée aux présentes pour les besoins de l'enregistrement.

II. La partie comparante déclare qu'elle est l'associé unique (l'Associé Unique) de Brixia Holding B.V., une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) constituée selon les lois des Pays-Bas, avec siège social à Amsterdam, Pays-Bas, et son siège de direction effective au 10 Rue Nicolas Adames, L-1114 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 27247656 and au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 99.102, le transfert de siège de direction effective a été acté par Maître Joseph Elvinger, notary résidant à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 31 décembre 2003, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 351, en date du 30 Mars 2004 (la société).

III. Les statuts de la Société (les Statuts de la Société) ont été modifiés pour la dernière fois par l'acte susmentionné de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 31 décembre 2003, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 351, en date du 30 Mars 2004.

IV. Que l'agenda de la présente assemblée est le suivant:

1. Modification de l'année sociale de la Société;
2. Modification de l'article 15 des statuts de la Société afin de refléter la résolution prise dans le point 1. ci-dessus;
3. Fixation de la durée de la présente année sociale de la société comme disposition transitoire
4. Divers.

V. Tout ceci ayant été déclaré, la partie comparante, détenant 100% du capital de la Société, représentée comme dit ci-avant, a immédiatement procédé à la tenue d'une assemblée générale extraordinaire et a pris la résolution suivante:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE de changer l'année sociale de la Société afin qu'elle commence le 1^{er} avril de chaque année et qu'elle se termine le 31 mars de l'année suivante.

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE en conséquence de modifier l'article 15 des Statuts de la Société qui désormais aura la teneur suivante:

« **Art. 15. Exercice Social.** L'année sociale commence le premier (1) avril et se termine le trente et un (31) mars de l'année suivante.»

Troisième résolution

L'Associé Unique DECIDE que l'année sociale en cours, qui a débuté le premier janvier deux mille douze se terminera le 31 mars deux mille treize.

Evaluation des frais

Les frais, coûts, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en raison de sa constitution, sont estimés approximativement à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Déclaration

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15871. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2012160878/115.

(120212642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

**bebo ProMaFin S.A., Société Anonyme,
(anc. Atradi S.A.).**

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 70.144.

—
L'an deux mille douze.

Le vingt-sept novembre.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ATRADI S.A., avec siège social à L-4440 Soleuvre, 125, route d'Esch, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 70.144,

constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 08 juin 1999, publié au Mémorial C numéro 620 du 18 août 1999,

dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 31 juillet 2001, publié au Mémorial C numéro 80 du 16 janvier 2002

La séance est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Monsieur Frank BERNARD, employé privé, demeurant à L-4440 Soleuvre, 125, rue d'Esch

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard.

Monsieur le Président expose ensuite:

1.- Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que sur les CENT VINGT-CINQ (125) ACTIONS sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de TRENT MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-SIX EUROS ET SOIXANTE-NEUF CENTS (30.986,69,-€), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent procès-verbal, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

2.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

- a) Modification de la dénomination en "bebo ProMaFin S.A."
- b) Modification afférente de l'article 1 des statuts
- c) Divers

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en bebo ProMaFin S.A., de sorte que l'article premier (1^{er}) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de: bebo ProMaFin S.A.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bernard, Conde, Rouckert, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 29 novembre 2012. Relation: EAC/2012/15856. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2012160836/50.

(120212648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2012.

ContourGlobal Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 140.282.

Extrait des Résolutions de l'associé unique du 13 décembre 2012

L'associé unique de ContourGlobal Luxembourg S.à r.l. (la "Société"), a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Mr. Lee Muller en tant que gérant de la Société et ce avec effet au 27 novembre 2012;
- de nommer Mr. Stefan Dijkers, né le 11 juillet 1970 à Terneuzen, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 40 rue de Washington, 6^{ème} étage, 75008 Paris, France en tant que gérant de la Société et ce avec effet au 28 novembre 2012 et pour une durée illimitée.

Luxembourg, le 18 décembre 2012.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2012164780/17.

(120218570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2012.

b-to-v S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 122.075.

Der bisherige alleinige Gesellschafter der b-to-v S.à r.l., namentlich BrainsToVentures AG, hat mit Wirkung zum 8. April 2011 seinen Gesellschaftsnamen in b-to-v Partners AG geändert.

Der Gesellschaftssitz der b-to-v Partners AG ist richtigerweise in der Blumenaustraße 36, CH-9000 St. Gallen. Eingetragen ist die b-to-v Partners AG richtigerweise im Handelsregister des Kantons St. Gallen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 18. Dezember 2012.

Für b-to-v S.à r.l.

Ein Bevollmächtigter

Référence de publication: 2012165565/15.

(120218856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 décembre 2012.
